



DECLARATION DE L'UNSA-ÉDUCATION AU CSA DU 25 MAI 2023

Monsieur le Recteur,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA de proximité de l'académie d'Amiens,

Cette réunion extraordinaire du CSA académique a pour vocation, selon toute vraisemblance, de nous présenter la mise en place du « pacte enseignant » sous l'angle d'une mesure formidable en faveur du pouvoir d'achat des enseignants et de la réussite des élèves.

Or, la réalité que nous, représentants des personnels, constatons auprès de nos collègues depuis les annonces relatives à ce « pacte » est tout autre. Le sentiment d'existence de deux mondes parallèles est aujourd'hui flagrant : celui de la réalité inventée par le politique et celui de la réalité vécue par les collègues.

L'UNSA Éducation le redit, à sa déléguée politique de la communication, l'exécutif doit substituer une politique de l'action construite avec tous les acteurs.

La semaine dernière, l'UNSA Éducation prenait connaissance, par voie de presse, d'une nouvelle impulsion de la RH dans notre ministère. Selon la Première ministre, notre ministère va « Transformer l'organisation RH dans les académies pour mieux accompagner les enseignants ». Des expérimentations, qui ne nous ont d'ailleurs jamais été présentées officiellement, sont ainsi menées avec la mobilisation de moyens importants pour observer, diagnostiquer, et finalement proposer comme piste la création d'un nouveau dispositif « Equipe d'accompagnement à la transformation de l'académie ». Selon nos remontées, l'investissement chronophage des personnels ne produit rien ou presque, dès lors que

l'ambition se heurte à la réalité de l'embolie systémique produite par les successions d'injonctions, combinée à la sous-administration chronique.

Pour l'UNSA Éducation, changer le quotidien en vrai, cela impose de s'attaquer aux vrais sujets concrets comme ceux du pouvoir d'achat et des conditions de travail.

S'agissant du pouvoir d'achat, l'augmentation de la valeur du point d'indice ne pourrait constituer à elle seule la politique de la rémunération mais nous l'affirmons, il ne peut y avoir de politique de revalorisation des salaires des personnels de l'Éducation nationale et des agents publics généralement sans revalorisation de la valeur du point d'indice à hauteur de l'inflation subie.

De même, il n'est pas possible de poursuivre une politique des rémunérations et des ressources humaines qui produira un épuisement organisé des personnels et une perte de cohésion des équipes. L'UNSA Éducation dénonce le cynisme du pacte qui compte sur les besoins économiques des personnels pour faire accepter des missions qui seraient nécessaires aux élèves.

Si les remontées et analyses d'organisations syndicales ne sont décidément pas crédibles pour le gouvernement, qu'il prenne au moins en compte les données concrètes. Les résultats d'admissibilité aux concours sont très inquiétants pour l'organisation de la rentrée prochaine. 2022 a été chaotique. 2023 le sera davantage. Et pourtant, le gouvernement s'entête à prévoir d'étouffer un peu plus le système par la mise en œuvre d'un pacte indigeste et ingérable. A nouveau, à la rentrée 2023, les écoles et les établissements gèreront les élèves et leurs familles dans l'attente d'enseignants pour faire tout simplement classe, mais elles devront aussi se préoccuper de l'absorption du pacte. Et ce ne sont pas les maigres primes sorties du chapeau pour les personnels de direction et les directeurs d'école qui vont transformer ces derniers en magiciens capables de faire rentrer des carrés dans des ronds et d'apporter la paix et la sérénité au sein d'équipes fortement ébranlées. Enfin, le gouvernement vante le remplacement de courte durée alors que tout le système s'affole à juste titre pour tenir l'enseignement de longue durée.

Pour l'UNSA Éducation, il est temps que l'exécutif atterrisse dans le monde réel. Il est urgent qu'il regarde les chiffres des démissions, en particulier des stagiaires, l'inflation des demandes de rupture conventionnelle. Ils attestent d'une situation chronique inquiétante qui fera un terrible terreau à ceux qui tiendront le discours populiste de l'effondrement de notre société.

Au quotidien dans les écoles, dans les établissements, dans les services, dans les instances comme aujourd'hui, l'UNSA Éducation prend ses responsabilités en alertant, en revendiquant et en proposant.

L'UNSA Éducation porte depuis des mois la nécessaire priorité de la mixité sociale à l'École. Les annonces en sourdine des dernières semaines sur le sujet affichent des ambitions pour l'enseignement public mais n'exigent rien de la part des établissements privés, principaux opérateurs du séparatisme scolaire en France. Pire, le protocole signé par le gouvernement et les représentants du réseau catholique d'établissements privés sous contrat, s'apparente à une véritable capitulation de la République suite aux menaces exprimées par ce réseau de rallumer « la guerre scolaire ». Imagine-t-on que des représentants d'autres religions puissent menacer l'autorité publique de guerre, scolaire ou non, sans susciter de réaction ? Cela en dit long sur le véritable attachement au principe de laïcité de nombreux élus de notre République.

L'UNSA Éducation attend donc du gouvernement qu'il prenne désormais ses propres responsabilités, en arrêtant la politique des annonces faites de défiance et de missions intenable et parfois absurdes pour les agents du service public qui doivent ensuite représenter l'Etat auprès des citoyens.

Avant de conclure puis d'aborder en séance les nombreuses questions techniques qui se posent, l'UNSA Education souhaite aborder spécifiquement la nouvelle réforme de la voie professionnelle.

Le premier projet de réforme de la Voie Pro annoncé l'automne dernier a fait « Pschitt » face au mur d'une réalité décidément tenace. En effet, les entreprises n'ont pas la capacité d'assumer une augmentation de 50% des Périodes de Formation en Milieu Professionnel pour tous nos élèves.

Un autre projet vient d'être présenté par le Président. Saluons la volonté affichée de faire de l'avenir de nos jeunes, élèves de LP, un des grands enjeux de la Nation.

Beaucoup de mesures sont annoncées. Pour l'UNSA Education, certaines méritent d'être testées, beaucoup de ces mesures sont déjà faites, certaines nous semblent néfastes ou irréalisables.

Nous voulons, Monsieur le Recteur, attirer votre attention sur deux points.

Le premier : la volonté de bouleverser la carte des formations en prenant comme boussole le taux d'insertion. Pour l'UNSA Education, la carte des formations doit être un subtil équilibre entre l'insertion, les envies des jeunes (qui, rappelons-le, ont 15 ans), leur mobilité géographique, les capacités d'accueil des plateaux techniques des LP et les capacités d'accueil des entreprises pour les stages. Chacun de ces éléments est essentiel. S'il y avait une recette miracle ça se saurait !

Nous attirons votre attention sur le stress des personnels face à ces bouleversements annoncés sans plus de précisions. Par exemple, la communication de la fermeture de 660

places de formation à la rentrée 2023 dans les Hauts de France en oubliant de préciser qu'elles étaient déjà actées et que les structures ne seraient pas changées, n'a pas contribué à apaiser les salles des Professeurs. Pourquoi, Monsieur le Recteur, ne pas avoir communiqué avec les PLP comme les organisations syndicales vous le demandaient ? Nous le regrettons vivement. Un mot également pour les IEN-EGT qui n'ont naturellement pas d'avantage été associés à l'élaboration de la réforme et à qui on demande aujourd'hui d'accompagner les enseignants dans sa mise en œuvre, et ce sans prime supplémentaire, notons-le. Il est évident que pour cette catégorie de personnels aussi, cela va engendrer une tension au travail particulièrement accrue.

Second point : Les missions annoncées sont liées, pour la plupart, au pacte, à priori insécable pour les LP. Une bonne partie d'entre elles sont déjà faites actuellement, rémunérées en Heures de remplacement, en HSE, en IMP ou en AP. Beaucoup de collègues compétents, ne pouvant ou ne voulant mettre le doigt dans des missions à rallonge, refuseront de s'engager de nouveau. D'autres, par nécessité financière, pourraient être tentés de signer le pacte mais comment pourront-ils réaliser sérieusement leur temps d'enseignement et l'ensemble des missions ? Dans les LP, encore plus qu'ailleurs, le pacte sera, selon nous, source d'importantes divisions des équipes.

Christelle CAPLIN-DAHENNE, Maxime PARUCH,
Patrice PERTIN, Laurence PLOUVIEZ.